

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 Albi

Albi, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECHE ECO SERVICES**

Lieu-dit Montplaisir  
12110 VIVIEZ

Références : [référence à compléter](#) 12-DECHETS-2023-53

Code AIOT : 0003703020

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECHE ECO SERVICES
- Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez
- Code AIOT : 0003703020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Séché EcoServices est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (rubrique 2760-1) située au lieu-dit "Montplaisir" sur la commune de Viviez (12110).

L'établissement comprend les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets dangereux constituée de 6 casiers hydrauliquement indépendants représentant une capacité totale de 1 370 700 m<sup>3</sup> et 2 340 000 t;
- un bassin de stockage des eaux pluviales de 3 300 m<sup>3</sup> ;
- un bassin de stockage des eaux souterraines de 990 m<sup>3</sup> ;
- un bassin de stockage de lixiviats de 600 m<sup>3</sup> ;
- une base vie comportant le laboratoire du site.

Les déchets pouvant être admis sur l'installation de stockage sont les déchets dangereux suivants:

- les déchets issus d'opération de dépollution ;
- les sédiments pollués ;
- les boues issues du traitement des eaux appelé « THR ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite précédente
- traçabilité des déchets
- gestion de l'exploitation
- rejets aqueux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
11	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
16	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
21	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	90 jours
22	Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Déchets traités	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Collecte et gestion des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
9	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.13	/	Sans objet
10	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.5	/	Sans objet
12	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.5	/	Sans objet
13	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.2	/	Sans objet
14	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3	/	Sans objet
15	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.4	/	Sans objet
17	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 9.1.5.2		
18	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.3	/	Sans objet
19	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1	/	Sans objet
20	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.5.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a entraîné la formulation de six non-conformités. Ces non-conformités n'engagent pas la sécurité et font l'objet d'une lettre de suite préfectorale demandant des actions correctives et des justificatifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et voies de circulation
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. L'accès principal est situé ZA du Bourg sur la commune de VIVIEZ. Le site dispose également de 2 accès secondaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 situé au Nord du casier de stockage et accessible par la propriété de la société VM Building pour permettre d'éventuelles interventions au niveau de la zone des bassins ;</li> <li>- 1 situé au Sud du site de Montplaisir et accessible à partir de la rue de Cérons pour permettre diverses interventions sur site, en secours de l'accès principal.</li> </ul> <p>L'exploitant établit des consignes d'accès et de circulation des véhicules dans l'établissement ainsi que des consignes de chargement et de déchargement des véhicules. Ces règles sont portées à la</p>

connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).
[...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite précédente, il avait été constaté que l'accès secondaire au sud du site était condamné. Lors de cette visite, les trois accès au site étaient praticables. L'exploitant a présenté les consignes de circulation qui sont transmises lors de l'accueil sécurité et le plan d'accès.  La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est soldée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.  Les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont appliquées, tenues à jours et portées à la connaissance du personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

<p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté l'absence de l'ensemble des consignes demandées.</p> <p>L'exploitant a transmis les consignes du site, mises à jour, celles-ci reprennent les éléments indiqués ci-dessus, à l'exception des modes opératoires.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une procédure décrivant les consignes relatives au stockage des déchets sur le site (accompagnement par un personnel du site, déchargement, etc...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 3 : Programme d'auto surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principe et objectifs du programme d'auto surveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite précédente, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document précisant les modalités de mise en œuvre de son programme d'autosurveillance.</p> <p>L'exploitant a transmis les documents, la non-conformité relevée lors de la visites précédente est soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Programme d'auto surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.</p> <p>[...]</p> <p>Le rapport de synthèse est transmis à l'inspection au plus tard le 1er avril de l'année en cours.</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis trimestriellement par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite précédente, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de synthèse à l'inspection.</p> <p>Le document a été transmis pour l'année 2021 et est présent dans le rapport annuel de 2022.</p> <p>La non-conformité est soldée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Déchets traités

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles inopinés</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une convention est établie entre l'exploitant et un organisme indépendant afin que ce dernier effectue de manière inopinée, et sur demande de l'inspection des installations classées, des analyses sur des échantillons représentatifs prélevés sur des déchets réceptionnés.</p> <p>Les modalités techniques des interventions (types d'analyses selon la nature du déchet) et le nombre de ces interventions, sont précisées dans cette convention.</p> <p>En cas de modification, cette convention est soumise pour approbation à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection avait constaté lors de la visite d'inspection de 2022, l'absence de convention.</p> <p>Depuis la visite d'inspection de 2022, l'exploitant a mis en place une convention qui a été transmise à l'inspection. La non-conformité est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 6 : Collecte et gestion des eaux pluviales de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements des bassins de stockage des eaux pluviales, des eaux souterrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15 jours</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque zone des bassins est équipée d'une clôture sur son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un panneau mentionnant le nom du bassin et sa capacité maximale ;</li><li>• une bouée ;</li><li>• une échelle par bassin ;</li><li>• une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite de novembre 2022, l'inspection a constaté qu'il manquait la signalisation rappelant les risques et les équipements obligatoires pour intervenir dans l'enceinte.</p> <p>Lors de cette visite, l'inspection a constaté lors de la visite d'inspection, la présence des panneaux d'information. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection est soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur</p>

<p>initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le registre de suivi des déchets entrants, celui-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Bordereau de suivi des déchets – utilisation de Trackdéchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise des bordereaux de suivi de déchets électroniques dématérialisés. L'inspection a consulté les bordereaux suivants : BSD 78 et BSD 79.</p> <p>Ces bordereaux n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p>Cependant, il reste 3 543 tonnes de déchets traités dont le bordereau n'a pas été finalisé, il s'agit de déchets issus de l'opération Dunet. Ces déchets sont issus des opérations de terrassement réalisés pour la création de l'entreprise Solena.</p> <p>L'exploitant doit finaliser les BSD en les signant afin d'attester de la bonne élimination de ces terres, les BSD doivent être complétés conformément à l'article visé ci-dessus.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 9 : Gestion des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'a...
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La procédure d'acceptation en installation de stockage de déchets dangereux comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place. Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe VI (Critère d'admission en installation de stockage de déchets dangereux). Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an. Elle est définie au point 1.2 de l'annexe VI. Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le certificat d'acceptation préalable relatif aux déchets issus de l'opération Dunet, celui-ci est valable du 20 avril 2023 au 19 avril 2024. Il a été signé le 18 août 2023. L'opération s'est déroulée du 28 août 2023 au 25 septembre 2023, 15790 tonnes ont été stockés.</p> <p>Ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection, les analyses du déchet montrent le respect des critères d'admission sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Gestion des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle à l'arrivée des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute arrivée de déchets sur le site fait l'objet des vérifications figurant dans l'annexe VI du présent arrêté, Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications. Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé, L'exploitant adresse dans les meilleurs délais et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement au Préfet et à l'inspection des installations classées. Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un</p>

accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.
<b>Constats :</b>  Conformément à l'annexe VI, une prise d'échantillon a été réalisée sur 32 lots de déchets issus de l'opération Dunet. Ces échantillons sont analysés afin de vérifier la conformité avec le CAP, les résultats d'analyses sont présentés dans la fiche de constat n°11.  L'installation ne réceptionne pas de déchets lors de la visite, elle a réceptionné uniquement les déchets issus de l'opération Dunet (15790 tonnes) et des jardins de Viviez (1287 tonnes).  L'exploitant n'a pas refusé de déchets en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Gestion des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient, pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés : - la fiche d'identification initiale ainsi que toutes les analyses et contrôles effectués avant la délivrance du certificat d'acceptation préalable, - le résultat des contrôles visés à l'article 5.1.3, - les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu.
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté la fiche d'identification initiale des déchets liés à l'opération Dunet, celle-ci n'est pas signée et n'est pas finalisée. La fiche d'identification préalable n'est pas correctement renseignée.  L'inspection a consulté, par sondage, les résultats d'analyses sur les échantillons de déchets liés à l'opération Dunet. Pour le lot 21, les analyses ont été reçues en octobre 2023, après la fin de l'opération qui s'est déroulée de fin août à fin septembre. Les analyses sont réalisées en externe ce qui entraîne des délais importants. Les délais entre le déchargement des déchets et les résultats d'analyses ne permettent pas de vérifier rapidement sur place la conformité du déchet. L'exploitant mettra en place des actions correctives afin d'améliorer les délais entre le déchargement des déchets et les résultats d'analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 12 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pesée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. Sa capacité doit être au minimum de 50 tonnes. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours.</p> <p>Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.</p> <p>Ces équipements permettent l'enregistrement des quantités des déchets entrant et font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme agréé.</p> <p>Demande précédente inspection : L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'installation d'un pont bascule avant le démarrage de l'opération « Les jardins de Viviez ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets issus de l'opération les jardins de Viviez ont été pesés grâce au pont bascule de l'entreprise VM Zinc, une convention a été mise en place avec l'exploitant.</p> <p>Observation : L'exploitant transmettra la convention signée et la vérification annuelle de l'équipement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Gestion des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité de déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dépassement du tonnage maximal de 30 000 tonnes par an est envisageable dans la limite de 100 000 tonnes par an sous réserve de l'accord préalable du Préfet, sur la base d'une demande adressée au Préfet 6 mois au moins avant la réception des déchets. Ces déchets correspondent à un besoin d'élimination de terres polluées issues de grands chantiers structurant situés dans la zone de chalandise mentionnée à l'article 1.4.3. Les dépassements autorisés ne peuvent excéder les besoins correspondants aux grands chantiers identifiés dans la demande. Cette demande comprendra notamment des éléments d'appréciation quant au caractère structurant du grand chantier, la demande du maître d'ouvrage et un diagnostic quant au niveau et à la nature de la pollution des terres ainsi qu'une estimation des quantités.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réceptionné sur le site 17 076 tonnes de terres polluées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Gestion des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine géographique des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Peuvent être admis sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les déchets en</p>

<p>provenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des communes de la communauté de communes « Decazeville Communauté », - du département de l'Aveyron et du Lot uniquement pour les sédiments pollués issus de la rivière « Lot ».</li> </ul> <p>Dans une logique de proximité et de bassin de vie, la provenance des déchets pourra être élargie à des territoires intercommunaux voisins de la communauté de communes « Decazeville Communauté » sous réserve de l'accord préalable du Préfet, sur la base d'une demande qui lui sera adressée 6 mois au mois avant la réception des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets admis sur le site (Opération Dunet et Jardins de Viviez) proviennent de la commune de Viviez.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Gestion des déchets admis

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des déchets autorisés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets qui peuvent être admis sur l'installation de stockage de déchets dangereux sont les déchets dangereux au sens de l'article R541-8 du code de l'environnement suivants: - les déchets issus d'opération de dépollution, - les sédiments pollués, - les boues issues du traitement des eaux appelé « THR ». En outre, le déchet doit, pour être admis, satisfaire aux critères fixés à l'article 5.1.4,</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets réceptionnés sur le site sont issus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- opération Jardins de Viviez : dépollution de jardins de particuliers</li> <li>- opération Dunet : déchets issus d'opération de dépollution suite au terrassement réalisé pour la création de l'entreprise Solena a proximité immédiate de l'installation de déchets dangereux</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Gestion de l'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduite du stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation du stockage s'effectue selon les règles suivantes :- minimiser les surfaces d'exploitation offertes à la pluie afin de diminuer l'infiltration ausein de la masse des déchets,- collecter les lixiviats dès le début de l'exploitation, les stocker et les traiter,- assurer une mise en place des déchets permettant une stabilité chimique et mécanique d'ensemble dès ledébut de l'exploitation,- disposer les déchets de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et,en particulier, à éviter les glissements.</p> <p>La surface maximum en exploitation et donc non couverte est limitée à 7000m<sup>2</sup>. L'utilisation de la nappe souterraine au droit de l'unité de traitement et du stockage de déchets dangereux est interdite quel que soit son usage. Un plan de phasage et de drainage de l'exploitation sera fournie</p>

à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du stockage et mis à jour annuellement. Toute modification des conditions d'entreposage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et des membres de la commission suivi de site. Les déchets sont stockés par groupes de compatibilité dans des casiers différenciés. Ces groupes de compatibilité sont constitués sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation de stockage. La zone de stockage est découpée en six casiers hydrauliquement indépendants conformément au plan joint en annexe VIII au présent arrêté. Deux casiers au plus peuvent être exploités simultanément. Chaque casier a une superficie en fond de forme de l'ordre de : Casier | Cote NGF du fond de | Superficie en fond de forme (au dessus drainant) en M<sup>2</sup> (sur drainant hors digue) A 255 2531 B 255 3360 E 261,5 1 460 D 261,5 1035 E 262 1618 F 262 552 Total 10 582 Chaque casier est ceinturé par des digues intermédiaires assurant une stabilité géotechnique du casier. Ces digues réalisées en matériaux argileux reconstitués d'une perméabilité minimale de 10<sup>-9</sup> m/s ont une hauteur minimale de 2 m. Chaque casier est drainé indépendamment avec des pentes en fond permettant l'alimentation des drains périphériques. Ces drains fendus sont raccordés à des tuyaux pleins PEHD au passage des autres casiers et sont reliés gravitairement aux chambres de contrôle. En aucun cas l'évolution de ces digues ne doit se traduire par des tassements différentiels mettant en péril la couverture finale du site. Chaque casier est repéré en trois dimensions (coordonnées x, y, z) sur le plan d'exploitation du site afin de connaître exactement l'emplacement des déchets stockés. La couverture finale décrite à l'article 9.2.1 sera montée progressivement tous les 10 mètres de hauteur sur les parements du stockage, après remplissage complet de la tranche considérée. La cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets dangereux est fixée à 315 m NGF soit un maximum de 54 m de déchets dangereux.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les déchets stockés depuis fin septembre suite à l'opération Dunet n'ont pas été couverts, la surface est inférieure à 7000 m<sup>2</sup>. Il serait opportun de recouvrir dans les meilleurs délais les zones soumises à l'impluvium, l'activité du site étant très réduite.

Le plan de phasage et le plan d'exploitation doivent être mis à jour afin de prendre en compte les derniers déchets réceptionnés.

Au niveau du massif de déchets, l'inspection a constaté la présence d'une « butte frontale », constitué de déchets stockés, avant la reprise d'activités, dans le massif. L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant de la stabilité des déchets mise en place, les éléments relatifs à la mise en place d'une couverture finale et la justification de l'utilisation de ces déchets.

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de petits arbres au niveau de la couverture végétale du stockage, l'exploitant doit entretenir la couverture végétale. L'exploitant transmettra les éléments attestant de l'entretien de la couverture végétale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 90 jours

**N° 17 :** Gestion de l'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la stabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site fait l'objet d'un suivi géotechnique trimestriel pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluer l'efficacité des systèmes de drainage,</li> <li>- suivre la stabilité de l'ouvrage.</li> </ul> <p>Le site est instrumenté avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des inclinomètres,</li> <li>- des cellules de pression interstitielle,</li> <li>- des tassomètres,</li> <li>- des plots topographiques .</li> </ul> <p>La validation du dispositif d'instrumentation est réalisée au démarrage puis confirmée périodiquement par un bureau de contrôle ou une société de vérification. Les résultats des contrôles trimestriels font l'objet d'une synthèse annuelle qui contient une interprétation des résultats conclusive portant sur les deux objectifs visés ci-dessus et qui fait partie du rapport annuel mentionné à l'article 2.9.2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les dispositifs de suivi géotechnique. Les résultats des contrôles font l'objet d'une synthèse présente dans le rapport annuel.</p> <p>La conclusion de l'analyse menée par le bureau d'études Antea Group pour l'année 2022 indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concernant le suivi inclinométrique : aucun déplacement ponctuel significatif n'est constaté</li> <li>- le drainage en profondeur des déchets est globalement satisfaisant</li> <li>- une quasi absence de tassement est constaté depuis la fin du remplissage du casier</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : Gestion de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un système de gestion technique transparent lui permettant de décrire, pour tout chargement de déchets entrants dans le stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa date et heure d'entrée,</li> <li>- son origine,</li> <li>- sa masse et son volume,</li> <li>- ses caractéristiques physico-chimiques,</li> <li>- son mode de traitement sur le site,</li> <li>- son lieu précis de stockage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection par sondage a constaté que l'exploitant disposait des éléments demandés ci-dessus. La date et l'heure d'entrée du déchet, son origine, sa masse et son volume, les analyses réalisées sur les échantillons et le CAP, le mode de traitement et le lieu précis du stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 19 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE pour les rejets

### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, en entrée THR ou avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Valeurs limites applicables à l'entrée du THR — point de contrôle n°1 Les valeurs en entrée THR s'appliquent sans préjudice de la convention établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station de traitement.

Paramètres globaux	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
pH		$5,5 \leq \text{pH} \leq 8,5$
Matières en suspension (MES)	1305	$\leq 20 \text{ mg/l}$
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	$\leq 30 \text{ mg/l}$
Substances spécifiques du secteur d'activité	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
Métaux totaux** dont :	-	$\leq 25 \text{ mg/l}$
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	$\leq 1 \text{ mg/l}$
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	$\leq 100 \text{ mg/l}$
Cadmium et ses composés (Cd)	1388	$\leq 2 \text{ mg/l}$
Arsenic (As)	1369	$\leq 1 \text{ mg/l}$

Valeurs limites applicables au rejet dans le Riou Mort — point de contrôle n°2

Paramètres globaux	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
pH		$5,5 < \text{pH} < 8,5$
Matières en suspension (MES)	1305	$< 10 \text{ mg/l}$
Carbone organique total (COT)	1841	$< 70 \text{ mg/l}$
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	$< 30 \text{ mg/l}$
Demande biochimique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	$< 10 \text{ mg/l}$
Azote global (somme de l'azote kjeldahl, des nitrites et des nitrates)	1551	Concentration moyenne mensuelle $< 30 \text{ mg/l}$ si flux journalier max $> 50 \text{ kg/j}$
Phosphore total	1350	Concentration moyenne mensuelle $< 10 \text{ mg/l}$ si flux journalier max $> 15 \text{ kg/j}$
Phénols	1440	$< 0,1 \text{ mg/l}$ si le rejet dépasse $1 \text{ g/j}$
Substances spécifiques du secteur d'activité	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
Métaux totaux** dont :	-	$< 15 \text{ mg/l}$
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	$< 10 \text{ µg/l}$
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	$< 100 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $1 \text{ g/j}$ (dont Cr <sup>6+</sup> : $50 \text{ µg/l}$ )
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	$< 250 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $5 \text{ g/j}$
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	$< 100 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $5 \text{ g/j}$
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	$< 800 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $20 \text{ g/j}$
Cadmium et ses composés (Cd)	1388	$< 25 \text{ µg/l}$
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	$< 100 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $5 \text{ g/j}$
Ion fluorure (en F <sup>-</sup> )	7073	$< 15 \text{ mg/l}$ si le rejet dépasse $5 \text{ g/j}$
Cyanures libres (en CN <sup>-</sup> )	1084	$< 0,1 \text{ µg/l}$ si le rejet dépasse $1 \text{ g/j}$
Hydrocarbures totaux	7009	$< 0,5 \text{ mg/l}$
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	$< 1 \text{ mg/l}$ si le rejet dépasse $30 \text{ g/j}$
Arsenic (As)	1369	$< 10 \text{ µg/l}$

\*\* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

### Constats :

L'inspection a consulté les analyses du mois d'octobre 2022 en ce qui concerne les eaux pluviales et les analyses d'août, septembre et octobre pour les lixiviats. Ces analyses ne montrent pas de dépassement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 20 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalité de l'autosurveillance de la qualité des rejet...

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Eaux pluviales et eaux souterraines (rejet n°2)			Trimestrielle (GIDAF)
Tous les paramètres visés à l'article 4.4.2.1	Ponctuel	Avant chaque déversement au milieu naturel ou a minima trimestriellement	
Débit	Ponctuel	Au minimum tous les 3 mois	
Lixiviats (rejet n°1)			
Débit	Instantané	Continu	
MES, DCO, Zn, Cd, Pb, As	Ponctuel	Mensuelle	
Tous les autres paramètres visés à l'article 4.4.2.1	Ponctuel	Trimestriellement	
Eaux souterraines (rejet interne n°A)			Tenue à la disposition de l'inspection
Tous les paramètres visés à l'article 4.4.2.1	Ponctuel	Avant chaque déversement dans le bassin des eaux pluviales ou a minima semestriellement	
Eaux issues des drains secondaires et tertiaires (point de contrôle interne n°B)			Tenue à la disposition de l'inspection
pH et conductivité	Ponctuel	Mensuelle	
Métaux totaux (Cd, Pb, Cu, Ni, Zn, Mn, Sn, Fe, Al, Hg, Cr)	Ponctuel	Trimestrielle	

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Constats :

Le suivi réalisé sur les lixiviats pour les mois de juillet à octobre est conforme aux fréquences de surveillance définies dans l'arrêté.

Il n'y a pas eu de rejet d'eaux pluviales de juillet à octobre 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 21 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effets sur les eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Une surveillance des eaux de surface est réalisée sur le Riou Mort en amont de la confluence avec le Riou Viou et du centre de stockage (RMO) et en aval du rejet des effluents provenant du stockage de Montplaisir et avant la confluence avec le Riou Viou (RM1). Les deux points de mesure RMO et RMI situés respectivement en amont et en aval du cours d'eau Riou Mort sont mentionnés sur le plan joint en annexe V. Les paramètres analysés, pH, conductivité, O<sub>2</sub> dissous, MES, Cd, Zn, Pb, As, Sb, Co, Cu, Ba, Mn, Cr et Ni sont réalisés mensuellement sur un échantillon moyen journalier asservi au temps. Des bryophytes ou toutes espèce ayant la capacité à capter des polluants métalliques présents dans les cours d'eau sont mis en place au niveau des points RMO0 et RM1et les métaux lourds (As, Cd, Pb, Zn, Co, Cu, Mn, Ba, Ni, Cr)sont analysés trimestriellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une surveillance des eaux de surface, l'inspection a consulté les analyses réalisées en août, septembre et octobre.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les résultats d'analyse des bryophytes. L'exploitant a indiqué que le bureau d'étude vient réaliser les analyses mais ne transmet pas le rapport.</p> <p>L'exploitant transmettra les rapports d'analyses pour l'année 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 90 jours</p>

## N° 22 : Radioactivité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection de radioactivité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art.2.6.1</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée en fonction du bruit de fond radiologique local (BDF). L'alarme doit être réglée au maximum à 3 fois le BDF sur un terrain sédimentaire et à 2 fois le BDF sur un terrain cristallin.</p> <p>L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Le véhicule ou, si possible, seulement sa benne est immobilisé tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchet(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale. Si elle est nécessaire pour isoler la source, l'opération de déchargement sera réalisée sur une aire étanche afin d'éviter toute contamination.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.</p>

Une information de l'inspection des installations classées est faite pour toute alarme, et un registre des alarmes est renseigné.

#### Art.2.6.2

L'exploitant établit une procédure «détection de radioactivité» relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail. La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment :

- les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ;
- les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ;
- les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion.

#### Constats :

L'inspection a constaté l'absence de portique de détection de la radioactivité. L'exploitant a utilisé un radiamètre portatif pour les apports réalisés en 2023 afin de contrôler les déchets entrants. L'exploitant a présenté le radiamètre lors de la visite d'inspection, il a été vérifié en 2023 et est conforme.

L'utilisation d'un radiamètre permet de détecter la radioactivité, l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 n'impose pas la présence d'un portique de détection de la radioactivité. Ainsi, il est demandé à l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance afin d'informer le préfet des modifications d'exploitation du site et de justifier ce choix.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suites

**Proposition de délais :** 90 jours